

Eléments de correction de l'ECC n°2

1) (ECC n°1) Pourquoi la production non marchande est-elle comptabilisée dans le PIB ? (/2)

La production non marchande effectuée par les APU et les associations, si elles mettent à disposition des services gratuits dans un but non lucratif, n'en versent pas moins des salaires aux travailleurs qu'elles emploient pour produire ces services. Or, le PIB comptabilise toutes les productions qui résultent d'un travail rémunéré.

2) Quelles sont les deux « fuites » qui amoindrissent l'effet multiplicateur des politiques budgétaires de relance ? (/1)

L'épargne et les importations.

3) Distinguez déficit et dette publics. (/1)

Le déficit public correspond au solde négatif annuel du budget de l'Etat qui survient lorsque les dépenses publiques sont supérieures aux recettes fiscales. La dette publique (ou souveraine) quant à elle finance les déficits publics successifs : en effet les Etats dont le budget est déficitaire empruntent, sur les marchés financiers, les sommes manquantes et remboursent en versant des intérêts à leurs créanciers du monde entier.

4) Quels sont les seuils maximum à respecter par les pays de la zone € en termes de déficit public ? De dette publique ? (/1)

Selon les critères de Maastricht, le déficit public des pays de la zone euro doit être inférieur à 3% du PIB et la dette publique à 60% du PIB du pays.

5) Quel est le but des politiques budgétaires de rigueur ? (/2)

Le but des politiques budgétaires de rigueur est de réduire le déficit public et donc la dette publique. Les moyens utilisés sont la hausse des prélèvements obligatoires et/ou la baisse des dépenses publiques.

6) Est-il souhaitable de mener une politique de stabilisation budgétaire si les multiplicateurs sont supérieurs à 1. Expliquez. (/3)

Non, il n'est pas souhaitable de mener une politique de stabilisation budgétaire (= de rigueur) si les multiplicateurs sont supérieurs à 1, car en cas de rigueur, les multiplicateurs jouent à l'envers. Si lors d'une politique de relance, la relance est d'autant plus efficace que les multiplicateurs sont supérieurs à 1, en cas de politique de rigueur, c'est l'effet récessif qui va être démultiplié. Ainsi, si pour réduire son déficit budgétaire, un gouvernement réduit les dépenses publiques de 100.000€ et que le multiplicateur est de 1,5, alors la contraction du PIB qui en résultera, *ceteris paribus*, sera de 150.000€. Donc le gain en termes de réduction du déficit est inférieur au coût en termes de contraction du PIB. Pour qu'une politique de stabilisation soit efficace il faut donc que les multiplicateurs soient inférieurs à 1 ce qui est rare en bas de cycle.

7) Montrez comment les politiques budgétaires de relance permettent d'améliorer la croissance et l'emploi. (/3)

Les Etats (ou gouvernements) utilisent les politiques budgétaires de relance pour lutter contre la récession. Pour ce faire, ils peuvent augmenter les dépenses publiques et/ou diminuer les prélèvements obligatoires. Dans le premier cas il peut s'agir de distribuer directement des revenus supplémentaires aux ménages (augmentation des minima sociaux, embauche de fonctionnaires, prime à la casse) et des entreprises (subventions) ou de financer des investissements publics type grands travaux (construction de routes, hôpitaux, écoles...). Pour ces derniers, les entreprises du BTP qui vont effectuer ces grands travaux vont devoir

embaucher. Au niveau macroéconomique, les revenus distribués vont s'accroître donc le pouvoir d'achat des ménages et des entreprises s'améliorant, *ceteris paribus*, ils vont accroître leurs dépenses (Conso et invest), ce qui va inciter d'autres entreprises à produire plus et donc à embaucher à nouveau. De nouveaux revenus vont donc à leur tour permettre d'accroître les dépenses de consommation et d'investissement et donc la production et l'emploi etc. En cas de baisse des prélèvements obligatoires, l'Etat accroît le pouvoir d'achat des ménages (baisse taux de TVA) et entreprises (baisse des cotisations sociales), afin, à nouveau, que ces derniers dépensent davantage, ce qui doit relancer la production et l'emploi, donc la croissance et la baisse du chômage. Ce mécanisme vertueux s'appelle le multiplicateur de dépenses publiques.

8) Montrez qu'en cas de récession, le déficit budgétaire se creuse mécaniquement. (schéma interdit) (/3)

En cas de récession, le PIB donc la production baisse, le chômage augmente, les revenus distribués (salaires et profit) se contractent et la consommation ralentit voire recule. Ainsi, les rentrées fiscales s'amenuisent automatiquement : moins de recettes venant de l'impôt sur la production, de l'IRPP et de la TVA. Dans le même temps le chômage et la pauvreté se développent, donc l'Etat doit accroître le versement des allocations chômage et des minima sociaux comme le RSA. Ce double mouvement de baisse des recettes fiscales et de hausse des dépenses publiques (appelé effet de ciseaux) creuse automatiquement le déficit budgétaire.

9) Présentez en l'explicitant bien un argument montrant que la dette publique peut être souhaitable. (/2)

La dette publique qui finance les déficits publics est indispensable en cas de récession si le gouvernement veut mener une politique de relance budgétaire. En outre, en dehors des récessions, la dette publique est celle qui permet de financer de lourds investissements publics indispensables à la croissance et au bien-être des populations comme la construction d'un réseau d'eau potable, de routes, ponts, barrages, école, hôpitaux...

10) Présentez en l'explicitant bien un argument montrant que la dette publique peut être dangereuse. (/2)

Sans qu'il y ait un seuil magique, lorsque la dette d'un pays croît trop rapidement, les agences de notation vont dégrader sa note, les titres de créances de ce pays deviennent donc plus risqués pour les détenteurs, ce qui est rémunéré par une hausse des taux d'intérêt. La dette est alors de plus en plus coûteuse à rembourser, elle peut même croître malgré les remboursements, ce qui va alors alimenter à nouveau une dégradation de la note etc. Ce cercle vicieux de l'endettement, que connaît actuellement la Grèce, est appelé l'effet boule de neige.

11) Question bonus (+2) : Expliquez les écarts de performances de la Zone euro et des Etats-Unis.

On constate que USA et Zone euro sont tous deux frappés par la récession de 2008/2009 : leurs taux de croissance du PIB sont alors négatifs et leurs taux de chômage approchent ou dépassent les 10%. Ces deux pays ont mené des politiques de relance budgétaire en 2009/2010 ce qui a permis d'amoindrir les effets récessifs et de voire poindre la reprise, au prix, d'un creusement des déficits budgétaires. Malheureusement, sous la contrainte des critères de Maastricht, les pays de la zone euro ont interrompu trop tôt ces politiques pour les remplacer par des politiques de stabilisation budgétaire, ce que n'ont pas fait les USA, comme en témoigne leur ration dette/PIB supérieur à celui de la zone euro. Ainsi, en 2014, les USA ont retrouvé une croissance annuelle de 2,8% et un taux de chômage de 7% pendant que la zone euro n'a qu'une croissance annuelle de 1,2%, insuffisante pour réduire le chômage qui s'élève alors à 12,1%.